

## Aníbal Cavaco Silva, Le Portugal et l'Europe à la fin du XXe siècle (24 novembre 1989)

**Légende:** Le 24 novembre 1989, Aníbal António Cavaco Silva, Premier ministre portugais, prononce à l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence un discours dans lequel il insiste notamment sur le rôle du Portugal dans la formation d'une identité européenne.

**Source:** CAVACO SILVA, Aníbal. Le Portugal et l'Europe à la fin du XXe siècle. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1989. 19 p. (Conférence Jean Monnet, 12).

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/anibal\\_cavaco\\_silva\\_le\\_portugal\\_et\\_l\\_europe\\_a\\_la\\_fin\\_du\\_xxe\\_siecle\\_24\\_novembre\\_1989-fr-3c369339-af2c-4fd8-986a-b9e463955b7c.html](http://www.cvce.eu/obj/anibal_cavaco_silva_le_portugal_et_l_europe_a_la_fin_du_xxe_siecle_24_novembre_1989-fr-3c369339-af2c-4fd8-986a-b9e463955b7c.html)

**Date de dernière mise à jour:** 21/10/2012

## Le Portugal et l'Europe à la fin du XXe siècle

[...]

Mesdames et Messieurs, je suis venu à Florence pour réfléchir avec vous sur les perspectives, les horizons et les défis qui se présentent à l'Europe en cette fin de siècle, ainsi que sur le rôle que le Portugal peut jouer dans la formation d'une nouvelle identité européenne et dans les rapports vitaux avec les autres peuples et continents.

C'est l'Europe qui nous rapproche tous ici, par son histoire, sa structure politique, économique et sociale, ses différentes expressions culturelles, ses idéaux et son avenir.

J'aimerais que vous interprétiez mes paroles d'aujourd'hui non seulement comme la déclaration d'un homme politique, mais aussi comme la réflexion d'un Européen et d'un universitaire qui a toujours trouvé dans l'enseignement et dans l'université le stimulus intellectuel qui conduit à la recherche continue de nouvelles connaissances.

J'entends avant tout parler du Portugal et des aspirations des Portugais.

L'une des plus anciennes nations d'Europe, indépendant depuis plus de huit cents ans, avec des frontières inchangées depuis plus de six siècles - un cas peut-être unique dans l'histoire de l'humanité -, le Portugal se tourna, il y a cinq cents ans, vers la mer et vers un monde jusque-là inconnu. Ce fut le commencement des navigations universelles et des voyages de découverte, et ce furent les Portugais, profondément européens, qui, les premiers, portèrent la culture de l'Europe dans les lointains parages du monde qu'ils découvrirent. Je considère comme particulièrement significatif de rappeler cette page de l'histoire de mon pays précisément à Florence, exemple majeur de la culture de la Renaissance, Renaissance que les navigateurs portugais portèrent en Afrique, en Asie et aux Amériques.

Les Portugais furent en même temps les agents de contact et d'échange entre les différents peuples, cultures et civilisations, enrichissant le monde par la rencontre avec ces civilisations, et les Européens par les leçons qu'ils apprirent dans ces parages. Après la phase, appelée dans mon pays le « cycle d'Empire », qui a pris fin il y a une quinzaine d'années, le Portugal sut conserver les liens uniques forgés au long de l'histoire avec les peuples d'autres continents. Je dirais même que ces liens et ce patrimoine constituent l'une des contributions essentielles que le Portugal a apportées aux Communautés européennes, les enrichissant de cette manière par le portugais qui est la cinquième langue dans le monde; par ses relations privilégiées avec l'Afrique, notamment avec les cinq pays qui utilisent le portugais comme langue officielle; par ses liens étroits et fraternels avec le Brésil; par notre dimension atlantique et notre aptitude au dialogue et à la communication Nord-Sud.

Ratifiée en 1977, trois ans après la restauration des institutions démocratiques, la décision d'adhérer aux Communautés européennes traduisit l'option sans équivoque du peuple portugais en faveur de la démocratie pluraliste, récusant en même temps clairement le régime dictatorial d'avant 1974 et la période révolutionnaire d'inspiration communiste qui s'ensuivit.

L'adhésion aux Communautés européennes fut donc, et est encore aujourd'hui, largement consensuelle dans mon pays - seul le parti communiste s'y opposa - et représenta un important facteur de consolidation de la démocratie telle que nous la vivons pleinement dans le Portugal d'aujourd'hui.

Outre ces deux aspects spécifiquement portugais - le passage au Portugal « post impérial » et le passage à la démocratie -, je voudrais souligner un troisième facteur qui se rapporte au degré de développement économique du Portugal, lequel est encore inférieur à la moyenne européenne.

Il est important de mettre en relief cet aspect, étant donné qu'avant l'adhésion deux positions furent identifiées, qui continuent à être possibles face aux multiples défis que l'Europe nous apporte.

D'une part, une attitude négative et craintive: le Portugal pourrait être écrasé par la concurrence communautaire et ne pas résister à l'objectif de 1992.

D'autre part, une attitude positive et motivante qui voit dans l'adhésion à l'Europe communautaire la grande occasion pour donner une impulsion décisive à la modernisation et au développement économique et social du pays.

Au cours des quatre années de présence aux Communautés, les Portugais ont déjà démontré qu'ils ont adopté la seconde position.

Je dois en outre attester que les quatre années passées ont révélé que l'adhésion a été un stimulant très positif pour mon pays. Mes gouvernements, depuis la moitié de 1987 sous forme majoritaire, ont réalisé de profondes réformes de modernisation et de libéralisation, toujours reportées dans le passé, en vue de l'Europe de 1992. Les opérateurs économiques réagissent de la meilleure manière en investissant sur une large échelle ou en s'associant à des investisseurs étrangers, en exportant davantage et en renouvelant le potentiel industriel.

Au Portugal règne, aujourd'hui, un climat de confiance et d'optimisme.

Or, l'Europe d'aujourd'hui n'est déjà plus l'Europe à laquelle le Portugal a adhéré en 1986. Ce n'est pas le même cadre de référence communautaire et ce ne sont pas les mêmes conditions politiques, ces dernières ayant changé avec la récente évolution dans les sociétés de l'Est. Il y a trois ans, on parlait beaucoup d'une « eurosclérose ». Aujourd'hui, l'Europe se trouve de nouveau au centre du monde, s'affirmant toujours plus vers l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur de nos frontières s'accroît la volonté politique d'approfondir la construction européenne.

Le cours des événements donne raison à Jean Monnet. Il disait que l'unification de l'Europe avait pour la civilisation une importance qui dépassait la sécurité et la paix, que l'Europe se trouvait à l'origine des progrès dont nous tous profitons et que les Européens, par leur esprit créatif, étaient capables d'apporter une contribution au développement de la civilisation, tout aussi grande que dans le passé. Or, pour permettre que cet esprit créatif se déploie de nouveau, il nous fallait réaliser l'union.

Pour ainsi dire, depuis les premiers jours de présence aux Communautés, le Portugal s'est vu confronté à un double défi: réaliser une gestion adéquate des périodes transitoires négociées pour divers domaines économiques et sociaux, en accélérant le rythme nécessaire pour rattraper les retards structurels; et, simultanément, se préparer pour le grand marché unique de 1992, qui constitue déjà une modification des règles auxquelles nous avons adhéré.

J'ai toujours défendu le point de vue, qui ressort d'ailleurs également de l'Acte unique, que la création d'un marché intérieur coïncidant avec les frontières des Douze devrait être parallèle à la réalisation d'une cohésion économique et sociale dans l'espace communautaire non seulement comme une forme d'expression de solidarité entre les différentes régions, mais aussi pour éviter des déséquilibres économiques et financiers, voire des tensions sociales qui prennent vite un aspect politique.

En tant que véritable bond qualitatif en avant dans le processus d'intégration et dans celui de l'Union européenne, l'Acte unique, que chaque jour nous mettons en oeuvre, assume également d'autres formes d'expression que nous considérons comme très importantes: la dimension sociale, la coopération scientifique et technologique, la protection de l'environnement, le renforcement de la coopération monétaire.

Ces multiples objectifs sont intimement liés à la vie quotidienne des Européens, et nous pouvons affirmer que la construction de l'Europe prendra certainement des formes d'expression plus concrètes et plus directes avec la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux.

Nous deviendrons tous chaque fois plus Européens sans pour autant cesser d'être ce que les siècles ont fait de nous.

En plein processus de mise en oeuvre de l'Acte unique s'ouvrent désormais des perspectives encourageantes pour une nouvelle impulsion décisive en ce qui concerne le renforcement de l'Europe: l'union économique et monétaire, qui impliquera pour sa pleine réalisation une modification du traité de Rome et dont la première phase commencera le 1er juillet prochain, conformément à la décision prise par le Conseil européen de Madrid.

Il faudra réfléchir à la signification de toutes ces modifications non seulement au niveau des Douze, mais aussi en vue de la projection de l'image et de l'action de l'Europe dans le monde.

Je considère l'union économique et monétaire, en fin de compte, comme l'occasion historique et politiquement adéquate pour doter les Communautés européennes des instruments nécessaires pour atteindre divers objectifs.

En premier lieu, le développement interne équilibré tendant à un espace unique cohésif et la réalisation de niveaux adéquats d'expansion économique, de bien-être et de progrès soutenu dans la ligne du processus des cinq dernières années.

En second lieu, la stabilité financière et économique à l'échelle communautaire avec des répercussions sur les grands marchés internationaux et, partant, la réaffirmation de l'Europe comme pôle économique au même niveau que les États-Unis et le Japon.

J'ai déjà, à maintes reprises, attiré l'attention sur l'importance de la dimension sociale de cette nouvelle Europe que nous sommes en train de construire, parce que je suis d'avis que l'Europe doit également être vue comme un espace social, comme un exemple quasi parfait d'équilibre entre les règles du marché et la justice sociale.

C'est pourquoi je crois que la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, ou la charte sociale qui fait encore l'objet de débats au sein de diverses instances communautaires, ne doit pas porter atteinte aux effets bénéfiques du marché et de la concurrence - étant donné que les économies des différents pays doivent avoir leur propre compétitivité -, mais doit être un instrument de caractère social encadrant en même temps la politique sociale des États membres de la Communauté.

L'Europe ne peut être construite à des vitesses divergentes, sinon on risque de frustrer les Européens de leurs espérances, de créer des tensions internes préjudiciables à l'ensemble et de réaliser des avenir différents pour la même Union européenne.

Aussi devons-nous savoir projeter de nouveaux horizons tout en conservant la volonté politique d'approfondir les Communautés européennes. L'actuelle recomposition de la face de l'Europe et les demandes d'adhésion pendantes et prévisibles soulèvent la question du moment politiquement opportun pour la considération de telles adhésions. Il faut en même temps tenir compte du degré de dilution de la cohérence interne des Communautés, et des efforts en cours pour appliquer l'Acte unique et pour créer le marché intérieur et l'union économique et monétaire.

Le Portugal n'est pas opposé à de futurs élargissements de la Communauté, mais nous sommes d'avis que seulement après 1993 il sera possible de réfléchir sereinement sur ce sujet sans décevoir les espérances de ceux qui s'adressent à nous, mais en tenant compte de la nécessité de consolider la dynamique du processus en cours.

Mesdames et Messieurs, les mouvements de réforme et de démocratisation qui croissent dans les pays de l'Europe de l'Est ont déjà transformé la situation dans l'Europe d'aujourd'hui et peuvent nous conduire à une nouvelle géographie politique.

Sur le plan idéologique, les vents de liberté et de démocratie qui secouent les régimes de l'Est sont synonymes de faillite doctrinale des conceptions du marxisme collectiviste.

Nous devons nous en féliciter, nous qui tous défendons les grandes valeurs de liberté, de tolérance et de démocratie pluraliste, ainsi que le respect des droits de l'homme. Et nous devons également exprimer notre solidarité et notre appui aux populations des pays de l'Est européen, qui luttent pour la démocratisation, pour l'élargissement des libertés et pour des réformes économiques radicales.

Or, il faut trouver des réponses adéquates qui traduisent les nouvelles réalités dans le cadre européen et communautaire et sur le plan géostratégique.

Une réponse immédiate de la part des États membres des Communautés consistera dans la concrétisation de notre solidarité sous forme d'aides financières en faveur de certains pays de l'Est pour que ceux-ci puissent faire face aux nécessités urgentes et former leurs cadres; à moyen terme, ils auront besoin de notre appui pour reconverter leurs structures économiques et pour réaliser un programme d'adaptation structurelle qui mobilise les ressources endogènes de chaque pays. Il faudra encore trouver les formules appropriées pour concrétiser cette aide qui, pour l'instant, a été décidée sur le plan politique et qui doit être avant tout pragmatique et comporter des solutions concrètes pour chaque cas.

Nous devons être conscients de ce que l'évolution des pays de l'Est doit être globale sur le plan des réformes économiques, mais aussi en ce qui concerne la démocratisation, l'ordre juridique, le respect des libertés et des droits de l'homme.

Nous ne pouvons pas permettre que notre coopération accrue facilite l'instauration à l'Est de sociétés à géométrie variable qui, parfois, libéralisent l'économie et ouvrent les frontières pour ensuite nier les droits élémentaires et la libre expression démocratique.

Mesdames et Messieurs, sur le plan de la Communauté européenne, il me paraît important d'affirmer clairement la volonté de continuer et même d'accélérer le renforcement et l'approfondissement de l'Union européenne.

L'Europe doit préserver les bénéfices déjà acquis et poursuivre la réalisation du marché intérieur et de l'union économique et monétaire.

D'autre part, nous devons chercher à garantir les relations que nous entretenons avec les pays de l'AELE, nos partenaires privilégiés sur le plan européen, avec lesquels nous avons un dialogue institutionnel et qui partagent avec nous les mêmes valeurs politiques et éthiques.

Je voudrais également attirer l'attention - et il ne surprendra pas que ce soit le Portugal qui le fasse avec une certaine emphase - sur la nécessité de conserver le rapport spécial qui nous unit au continent africain. Les pays de l'Afrique se trouvent encore dans une situation de développement qui exige diverses formes d'aides économique, financière et technologique au niveau des structures de Lomé et sur le plan bilatéral.

La lutte pour la liberté doit être notre tâche primordiale. Mais la bataille contre le sous-développement ne peut être une tâche mineure, puisqu'il s'agit de combattre une violation des droits élémentaires de l'être humain.

Nous ne pouvons pas permettre que s'instaure l'impression que l'attirance éprouvée pour les nouvelles sociétés qui s'établissent à l'Est dévie les Communautés européennes de leur importante mission historique et politique de soutien des pays moins développés.

Tout comme nous ne devons pas permettre que se développe la notion erronée d'une « Europe forteresse » dans le contexte du futur marché unique, qui préoccupe les Américains et les Japonais, mais aussi, et surtout, les pays d'Amérique latine.

Les États membres de la Communauté ne peuvent pas oublier les liens historiques et culturels les unissant à l'Afrique et à l'Amérique latine, qui acquièrent une dimension particulière en termes de coopération politique

entre les Douze.

L'Europe doit être crédible et assumer ses responsabilités politiques dans tous les domaines, conservant le pouvoir d'initiative, mais acceptant des compromis.

Un autre plan qu'il faut garder à l'esprit est celui de la sécurité de l'Europe des années 90, laquelle se base sur l'actuel équilibre du rapport Est-Ouest.

Je me demande, en outre, si le système tel qu'il résulte des accords d'Helsinki de 1975 continuera, dans ces divers aspects, à garder sa pleine actualité ou si, au contraire, il ne sera pas nécessaire de le revoir, du moins en partie, à moyen terme selon le rythme des changements à l'Est.

Le sécurité de l'Europe occidentale nous préoccupe tous. Le Portugal a apporté aux Communautés la profondeur stratégique atlantique qu'elle assurait déjà a sein de l'OTAN.

Dans l'actuelle phase des changements à l'Est, il me paraît d'une importance décisive de maintenir la cohésion et le renforcement de l'Alliance atlantique, lesquels ont rendu possibles l'évolution et les transformations auxquelles nous assistons aujourd'hui.

L'Union soviétique et les autres pays du pacte de Varsovie ont accepté des négociations pour réduire les différents types d'armements, parce que les Alliés étaient unis.

La cohérence et la cohésion des Alliés, la claire définition des objectifs de l'OTAN, le lien étroit entre le pilier européen et le pilier nord-américain, nos initiatives dans le domaine de la transparence furent décisifs pour les changements en Union soviétique et, également, pour l'évolution qui intervient à l'Est. Le cadre cohésif de l'Alliance atlantique continue à être essentiel pour nos réponses aux nouveaux défis qui se profilent, tout comme l'affirmation du lien étroit entre l'Europe et les États-Unis dans l'Alliance atlantique, l'unique mode de conserver la crédibilité de notre système de défense.

Mesdames et Messieurs, je voudrais terminer par un retour à l'université et à l'héritage européen qui nous unit tous. L'espace culturel de l'Europe a débordé notre propre dimension et l'Europe se reflète aujourd'hui dans de nombreuses autres régions du monde, qui, à leur tour, nous influencent.

Je crois que notre patrimoine historique est la meilleure garantie pour notre capacité de créer notre propre avenir. C'est pourquoi je voudrais proposer à l'Institut universitaire européen, qui accueille le Portugal comme membre, d'étudier la possibilité d'intégrer dans son plan d'enseignement un séminaire sur les navigations, les découvertes, les relations culturelles et la rencontre des civilisations. Dans ce cadre seraient étudiés les navigations européennes des XVe et XVIe siècles, la dimension européenne des découvertes, leurs antécédents, l'art et le patrimoine européens constitués en dehors de l'Europe, les relations culturelles établies à cette époque-là, le développement du tracé d'union entre l'Europe et d'autres régions et cultures non européennes.

Notre contribution à la construction de l'Europe du siècle prochain ne doit pas être uniquement politique, économique ou sociale. Je considère que la dimension culturelle est essentielle pour unir les Européens dans une genèse où l'histoire constitue un facteur déterminant.

L'histoire de l'Europe de la fin du XXe siècle sera marquée par les initiatives de la Communauté européenne et par les modifications qui se produisent dans les pays de l'Est. La construction et le renforcement de l'intégration européenne sont toujours moins un mirage quant à leur affirmation comme une réalité politique qui marque la vie des Européens et se reflète dans toute l'humanité. En même temps, nous sommes en train de projeter l'Europe du futur qui devra savoir répondre aux aspirations des nouvelles générations aussi bien en ce qui concerne le plan politique, la sauvegarde de la sécurité, les nouvelles réalités économiques et la justice sociale qu'en ce qui concerne l'affirmation culturelle et le progrès technologique.

Je suis certain que ce sera une nouvelle Europe, une Europe avec une dimension humaine.